

## Bilan du Symposium

C'est sous le thème *Viellir en sécurité... À quelles conditions?* que Plaidoyer-Victimes, en collaboration avec la Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal, le Réseau Internet francophone Viellir en liberté (RIFVEL), l'Institut universitaire de gériatrie de Montréal, et l'Association des retraités et retraités de l'enseignement du Québec (CSQ), a organisé la tenue du Symposium national.

Plus de 300 personnes provenant de plusieurs régions du Québec se sont réunies les 24 et 25 octobre derniers à l'Université de Montréal pour échanger sur les trois thèmes principaux à l'étude :

- Vivre bien intégré dans sa communauté;
- Habiter un milieu de vie sécuritaire;
- Mettre à l'abri son épargne et son patrimoine.

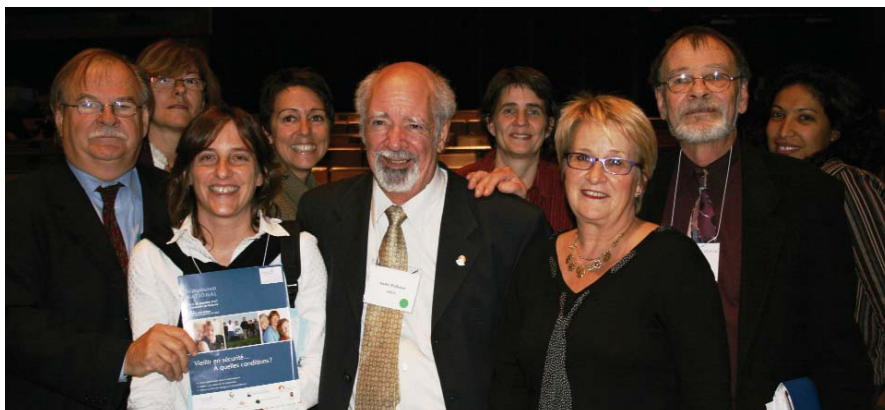
Chercheurs, professeurs et intervenants de différents réseaux, tels la santé et les services sociaux et la sécurité publique, ainsi que des organismes au service des aînés et des associations d'aînés ont participé aux conférences plénières et ateliers au menu.

Dans le contexte de la *Consultation publique sur les conditions de vie des aînés* et de concert avec l'événement, les quelque 40 conférenciers et conférencières nous ont transmis quelques enjeux majeurs liés à la thématique qu'ils couvraient et qui indiquaient des conditions de développement d'une meilleure sécurité pour les aînés

au Québec. L'ensemble de ces recommandations offre un bilan des conditions de sécurité à valoriser auprès de responsables et d'organismes publics, communautaires et privés qui ont des obligations ou des engagements envers les aînés d'aujourd'hui et de demain.

Nous travaillons actuellement aux actes du Symposium et vous tiendrons au courant de leur mise en ligne.

Le Comité de direction et le Comité scientifique tiennent à remercier les organismes qui se sont associés au projet, de même que les partenaires qui ont apporté leur soutien financier. Un merci tout particulier à toutes les bénévoles qui ont contribué à la réussite du Symposium!



L'équipe du Symposium: Louis Plamondon, Marie-Hélène Blanc, Katia Leroux, Marie-Claude Brunelle, André Pelletier, Louise Brossard, Arlène Gaudreault, Gilles Plamondon et Dorra Sediri.

### Sommaire

3	Des nouvelles de PV
6	Place aux membres et partenaires
8	Flash juridique
8	Parutions
9	Capsule historique
10	À l'agenda
11	Annonces



Louis Plamondon en compagnie de Paule Savignac, cadre-conseil et conseillère en éthique clinique et de la recherche à l'Institut de gériatrie de Montréal et Hôpital Maisonneuve-Rosemont et présidente de la plénière du 24 octobre.



Louis Plamondon (encore lui!), entouré de M<sup>e</sup> Jean-Pierre Ménard, avocat conseil en droit de la santé chez Ménard, Martin Avocats, de Lucie Richard, Ph. D., professeure titulaire à la Faculté des sciences infirmières de l'Université de Montréal et de Louis Métivier du ministère de la Sécurité publique, tous trois conférenciers lors de la plénière du 25 octobre



Louis Plamondon, en compagnie de Marguerite Blais, ministre responsable des Aînés et de Jean-Marc Boudrias, doyen de la Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal

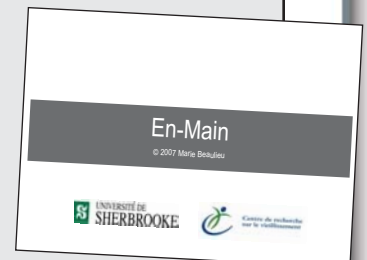
**FORMATION**

« En-Main » : un outil d'aide à la prise de décision en intervention dans la maltraitance envers les personnes âgées

**Formatrice | Marie Beaulieu**

à St-Jérôme • 9 nov 2007  
et Montréal • 16 nov 2007

Places encore disponibles  
info : 514.526.9037



Robert Gaulin, 1<sup>er</sup> vice-président, conseil d'administration de l'Association des retraités et retraités de l'enseignement du Québec (CSQ) et président de la plénière du 25 octobre



Dr Pierre Maurice, M.D., M.B.A., FRCP(c), coordonnateur scientifique, Sécurité et prévention des traumatismes à l'Institut national de santé publique du Québec lors sa conférence *Promotion de la sécurité et enjeux liés au vieillissement*



Yvan Delorme, directeur du Service de police de la Ville de Montréal lors de son allocution du 25 octobre



## Des nouvelles de PV

Vous lisez en ce moment des extraits du dépliant et du guide d'information destinés à sensibiliser la population aux agressions sexuelles commises par des professionnels de la santé sur des clientes. Ces outils, qui ont été élaborés avec l'aide d'une dizaine de personnes spécialisées sur cette question, comptent parmi les rares documents québécois visant un large public à être produits et diffusés depuis les 15 dernières années au Québec.

Ces deux documents seront lancés le **22 janvier 2007** avec la participation de la troupe d'intervention théâtrale *Mise au jeu* et de femmes ayant participé de près à leur élaboration. Ne manquez pas cet événement qui vous permettra de mesurer l'ampleur du problème et de mieux le comprendre. Vous pourrez également vous procurer gratuitement une copie de chacun d'entre eux.

Soucieuse d'aller plus loin, l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes poursuit une recherche sur cette même problématique des agressions sexuelles commises par des professionnels de la santé. Nous visons à faire un état de situation de la problématique au Québec et des plaintes déposées par les victimes à différents niveaux (ordres professionnels, civil, criminel, associations de profession-

## Dossier sur les agressions sexuelles commises par des professionnels de la santé

*Saviez-vous que plus d'un professionnel sur 10 avoue avoir eu des contacts sexuels avec une cliente?*<sup>1</sup>

*Saviez-vous que les rapprochements sexuels entre un professionnel et une cliente sont considérés comme une agression sexuelle?*

nels non encadrées par le Code des professions). Nous tenterons également d'identifier un certain nombre d'écueils auxquels se butent les victimes dans leurs démarches.

Par exemple, nous pouvons déjà estimer que seulement 3 % des victimes présumées ont déposé une plainte qui a été étudiée par le comité de discipline du Collège des médecins depuis 1994. Cette estimation est faite à partir des données d'enquêtes qui évaluent — de façon conservatrice — à 10 % le pourcentage de médecins ayant eu des contacts sexuels avec des clientes. En considérant que 10 % des 19 067<sup>2</sup> membres du Collège des médecins ont commis une seule agression sexuelle sur une seule cliente (les études tendent à démontrer que les professionnels fautifs agressent plus d'une cliente et ce, plus d'une fois), les 58 plaintes déposées au comité de discipline du Collège des médecins du Québec depuis 1994 à nos jours<sup>3</sup> représenteraient 3 % des agressions présumées.

Cette recherche vise, ultimement, à tirer des conclusions de ce portrait et à proposer, le cas échéant, des améliorations aux mécanismes mis à la disposition des victimes pour que justice leur soit rendue.



### À votre agenda

Lancement public du dépliant et du guide  
**le 22 janvier 2008**

À 17h30, à l'ONF  
1564 rue Saint-Denis, Montréal  
>> formule 5 à 7

D'autres informations vous seront transmises.

### FORMATION

Le rapprochement sexuel thérapeute / patient : comment aider les victimes ?

**Formatrice | Marie Valiquette**

à Drummondville • 23 nov 2007

et Montréal • 14 mars 2008

Places encore disponibles  
info :  
514.526.9037



1- Ponton, Anne-Marie et Huguette Bélanger. 1994. « L'inconduite sexuelle : feux rouges », *Le Médecin du Québec*, Montréal : Fédération des Médecins Omnipraticiens du Québec, p. 49-55. Pour cette donnée, voir p. 49.

2- Site Collège des médecins : <http://www.cmq.org/CmsPages/PageCmsSimpleSplit.aspx?PageID=33673f17-316a-46b4-b854-7b0cf3e512a8>, 13-09-07

3- Mme Sylvie Émond, adjointe de direction, direction des enquêtes, Collège des médecins, courriel du 13-09-07.

# PROGRAMME de formation 2007-2008

## L'accompagnement des victimes souffrant de stress post-traumatique

**Formatrice** | **Pascale Brillon**  
Durée | 2 journées  
Heures | 9h00 à 17h00

### Montréal

6-7 décembre 2007

Regroupement des centres de la petite enfance de l'île de Montréal  
4321, avenue Papineau  
Salle: Arabesque

### Québec

14-15 février 2008

Hôtel Sépia  
3135, chemin Saint-Louis  
Salle: Des Groseilliers

## Le rapprochement sexuel thérapeute / patient: comment aider les victimes?

**Formatrice** | **Marie Valiquette**  
Durée | 1 journée  
Heures | 9h00 à 17h00

### Drummondville

23 novembre 2007

Hôtel Le Dauphin  
600, boul. St-Joseph  
Salle: Couronne A

### Montréal

14 mars 2008

Regroupement des centres de la petite enfance de l'île de Montréal  
4321, avenue Papineau  
Salle: Arabesque

## «En-Main»: un outil d'aide à la prise de décision en intervention dans la maltraitance envers les personnes âgées

**Formatrice** | **Marie Beaulieu**  
Durée | 1 journée  
Heures | 9h00 à 17h00

### St-Jérôme

9 novembre 2007

Best Western  
420, Mgr Dubois  
Salle: Rendez-vous

### Montréal

16 novembre 2007

Regroupement des centres de la petite enfance de l'île de Montréal  
4321, avenue Papineau  
Salle: Arabesque

## L'intervention auprès de survivants masculins d'agressions sexuelles dans l'enfance

**Formateur** | **Gaétan St-Arnaud**  
Durée | 2 journées  
Heures | 9h00 à 17h00

### Baie-Comeau

24-25 janvier 2008

Hôtel Motel Hauterive  
1145, avenue Nouvel  
Salle: Labrie

### Montréal

21-22 février 2008

Regroupement des centres de la petite enfance de l'île de Montréal  
4321, avenue Papineau  
Salle: Arabesque

Places encore disponibles  
info: 514.526.9037

## La prise en compte de la diversité religieuse et culturelle dans l'offre de services en violence conjugale

À l'occasion du colloque organisé par la [Table de concertation en violence conjugale de Montréal \(TCVCM\)](#) en avril 2006 sous le thème *Différents visages de la violence conjugale*, les participantes et participants avaient exprimé le besoin d'explorer, dans un avenir proche, la question de la place qui devrait être accordée aux dimensions religieuses et culturelles dans l'intervention psychosociale auprès des victimes de violence conjugale.

C'est dans cet esprit que la TCVCM, dont l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes est membre depuis 2003, organise le **27 novembre prochain** une journée d'étude consacrée à *La prise en compte de la diversité religieuse et culturelle dans l'offre de services en violence conjugale*.

Cette journée d'étude pose, a priori, quelques postulats qui illustrent les valeurs fondamentales de la société québécoise :

- La violence conjugale est non négociable et inacceptable ;
- L'égalité des femmes et des hommes constitue un principe fondamental de la société québécoise ;
- La liberté de religion fait partie des libertés fondamentales au sein de la société québécoise ;
- L'intervention sociale se déploie autour de la prise en compte de l'ensemble des dimensions de la personne y compris les dimensions religieuses et culturelles.

Partant de ces postulats, la journée d'étude cherche donc à répondre aux questions suivantes :

- Doit-on accorder une place aux dimensions religieuses et culturelles dans l'offre de services auprès des victimes de violence conjugale et des membres de leur famille ?
- Ces dimensions agissent-elles comme facteurs de protection ou facteurs de vulnérabilité sur les victimes ?

Cette journée s'adresse :

- Aux intervenantes et intervenants et aux gestionnaires engagés dans la prestation de services en violence conjugale ;
- Aux personnes intéressées par la diversité culturelle et religieuse en lien avec la prestation de services en santé et services sociaux ;
- Aux chercheuses et chercheurs intéressés par ces questions.

**Le 27 novembre 2007**

à l'Hôtel La Plaza,  
420 Sherbrooke Ouest, Montréal  
Pour information : [www.tcvcm.ca](http://www.tcvcm.ca)





## Place aux membres et partenaires

### Aux trois pivots — Organisme de justice alternative

La corporation Aux trois pivots, créée en 1983, célèbre cette année ses 25 ans d'existence. Selon les objets d'origine de la corporation, Aux trois pivots travaille à concilier les intérêts de la société et ceux des victimes d'actes criminels, tout en offrant un traitement équitable aux jeunes contrevenants âgés de 12 à 17 ans.

En plus de participer à l'application de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* (LSJPA), Aux trois pivots se veut le promoteur du développement d'initiatives visant un meilleur accès à la justice pour les citoyens, et ce par l'implantation de mécanismes alternatifs conviviaux de règlement des conflits.

Aux trois pivots considère qu'en matière de gestion d'infractions criminelles, de litiges et de conflits, les personnes concernées soit les jeunes, les parents, les personnes victimes et les citoyens, doivent participer au règlement dans le respect des droits de chacun. L'entrée en vigueur en 2003 de la LSPJA permet aux Organismes de justice alternative (OJA) de jouer un rôle plus actif auprès des victimes d'actes criminels commis par des mineurs et de proposer le processus de médiation aux personnes concernées pour le règlement de la situation. Les actions qui ont été mises en place assurent le respect de la dignité des acteurs et s'inscrivent dans l'optique de la réparation des torts causés ou vécus. Le développement de la pratique de la médiation dans un cadre pénal origine de la croyance que portent les OJA, soit celle que les personnes victimes et les jeunes contrevenants ont le pouvoir de régler leurs différends en échangeant sur les modalités de ce que sera le geste réparateur. La médiation implique, avant toute chose, l'appropriation du processus par les parties qui s'y engagent volontairement, le médiateur devenant un guide, un facilitateur de la démarche.

Dans le cadre des interventions dans l'application de la LSJPA, la corporation offre des programmes communautaires, des mesures envers la victime ou la communauté et des mesures de développement des habiletés sociales.

Aux trois pivots assure une présence dans la communauté par le biais des services de résolution de conflits, des projets spéciaux et des ateliers de formation en médiation, règlement des différends et d'information sur la LSJPA.

Le Service de résolution de conflits a été créé afin de favoriser la participation active des personnes concernées dans la résolution de leur situation conflictuelle par la médiation ou d'autres mécanismes conviviaux. Ce volet

d'intervention a pour objectif de mettre en place des mécanismes de concertation entre les partenaires intéressés par la résolution de conflits et les questions de justice. Il demeure primordial pour la corporation de partager ses expertises avec ses partenaires et les membres de la communauté par le biais du Service de résolution de conflits.

**Vous pouvez trouver un complément d'information sur la corporation Aux trois pivots en visitant le [www.aux3pivots.com](http://www.aux3pivots.com)**

**Aux trois pivots est membre du Regroupement des organismes de justice alternative du Québec RojaQ. Pour en savoir davantage, visitez le [www.rojaq.qc.ca](http://www.rojaq.qc.ca)**

Les programmes mis en place n'ont pas pour but d'éliminer les conflits en société, mais de permettre aux individus d'apprendre à résoudre les différends qui menacent leur bien-être et qu'ils ne sont pas en mesure de régler par eux-mêmes. Les médiateurs s'appuient sur une éthique qui vise

non pas de faire à la place des gens, mais de renforcer leur capacité d'agir.

La corporation soutient et encourage la création par les citoyens et citoyennes de projets qui visent la résolution des conflits. En ce sens, Aux trois pivots s'engage à participer activement au démarrage de projets autour de la question de la régulation des litiges. La corporation se veut un modèle de démocratie participative autour de la question de la résolution des différends. Des projets tels « Sans peur, ni reproche » et « Jeunes-

citoyens en action», mis en place dans les milieux d'Habitations à logements modiques (HLM) de la Ville de Trois-Rivières par Aux trois pivots, visent l'amélioration du sentiment de sécurité et de la qualité de vie des citoyens par le biais, entre autres, d'une meilleure cohésion sociale.

Le défi d'actualiser sa mission demeure constant pour la corporation, puisque le développement des projets peut être compromis par les difficultés de financement. Par ailleurs, leur implantation repose sur

la volonté de la communauté de prendre en charge le règlement des conflits qui nuisent à la cohésion sociale. Ajoutons à cela que l'utilisation de mécanismes tels que la médiation est contre culturelle car elle implique que les individus doivent se défaire du réflexe de dépendance vis-à-vis des institutions pour régler leurs litiges. Elle l'est également parce qu'elle favorise les rapports égaux, les compromis et l'harmonie.

Denise Caron  
Aux trois Pivots

## Symposium national sur la justice réparatrice

### Défis et enjeux



Les 20 et 21 novembre 2007, le symposium national sur la justice réparatrice se tiendra à Montréal. Il est organisé par le Service correctionnel du Canada (SCC) avec l'aide du Regroupement des organismes de justice alternative du Québec (ROJAQ) et de l'Association québécoise de justice réparatrice et médiation (AQJRM). Il prendra place lors de la semaine nationale de la justice réparatrice du Québec.

Des universitaires européens et québécois, des spécialistes de la justice, des travailleurs sociaux feront état de l'avancement de la justice réparatrice, des défis et des enjeux liés à son développement au Québec.

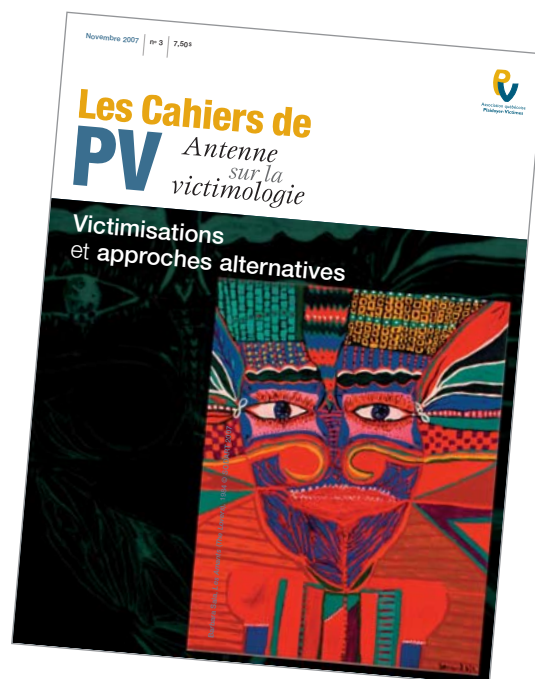
Le mardi soir, lors d'un banquet, le prix Ron-Wiebe sera remis à une personne ayant contribué au développement de la justice réparatrice au Canada.

**Pour information :** [www.symposium-justicereparatrice.qc.ca](http://www.symposium-justicereparatrice.qc.ca)

## Les Cahiers de PV — Antenne sur la victimologie

### N°3, novembre 2007

La prochaine édition des *Cahiers de de PV — Antenne sur la victimologie* sera en vente à partir du 21 novembre 2007



Un projet, une initiative, une ressource, une activité à promouvoir ?

**Faites-le connaître!** Cet espace vous est réservé!



## Flash juridique

### Projet de Loi sur la lutte contre les crimes violents

Dépôt par le gouvernement fédéral d'un projet de loi prévoyant plusieurs réformes en droit pénal. La *Loi sur la lutte contre les crimes violents* prévoit en effet les mesures suivantes :

- Imposer des peines d'emprisonnement obligatoire à ceux qui commettent des crimes graves à l'aide d'une arme à feu ;
- Resserer les dispositions relatives à la mise en liberté sous caution lorsqu'un crime grave est commis à l'aide d'une arme à feu ;
- Faire passer l'âge du consentement aux activités sexuelles de 14 ans à 16 ans ;
- Réprimer la conduite avec facultés affaiblies par la drogue ;
- Faire en sorte que les délinquants à risque élevé et les délinquants dangereux se voient imposer des peines plus sévères et soient mieux suivis après leur libération afin d'empêcher la récidive.

[Consulter la fiche d'information >](#)



## Parutions

### Guide Répondre aux besoins des femmes immigrantes et des communautés ethnoculturelles — Les défis de l'adaptation des services en violence conjugale 2007

Produit par la Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec, la Table de concertation en violence conjugale de Montréal, le Service aux collectivités de l'UQAM en collaboration avec le Bouclier d'Athéna Services familiaux.

[Télécharger le guide \[PDF 2,08 Ko\] >](#)



### Les violences invisibles — Reconnaître les situations de maltraitance envers les personnes âgées 2007

Robert Hugonot  
Éditions Dunod



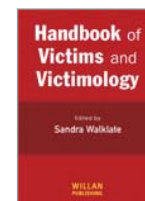
### Venir en aide aux aînées vivant de la violence conjugale — Sur le chemin de Paulette — Guide d'intervention de groupe 2007

Lise Montminy, Mireille Allard, Suzie Asselin, Sophie Chartrand  
CRI-VIFF, Collection Outils, numéro 5



### Handbook of Victims and Victimology 2007

Sandra Walklate  
Willan Publishing

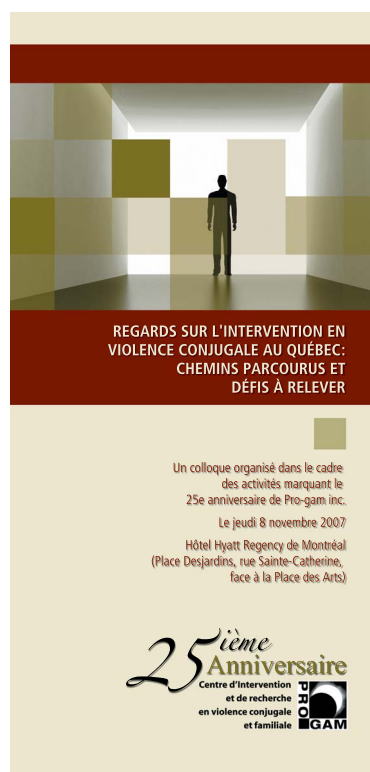


## 1982-2007 — Les 25 ans de Pro-gam!



Pro-gam inc., un organisme d'intervention, de formation, de recherche, de sensibilisation, de prévention et d'information sur la violence conjugale et familiale, célèbre cette année son quart de siècle!

L'organisme a pour mission de contribuer à prévenir la violence conjugale en intervenant auprès des conjoints violents de manière complémentaire et en partenariat avec les autres ressources et en réalisant des activités d'information, de prévention et de sensibilisation auprès des femmes, des jeunes, des enfants et de la population en général. Il s'intéresse également aux autres formes de violence qui affectent notre société et, de façon générale, à l'ensemble des facteurs socio-psychologiques qui entourent cette violence.



Pour souligner cet anniversaire, l'idée d'un colloque, *Regards sur l'intervention en violence conjugale au Québec*, a d'abord germé dans l'esprit des intervenants de Pro-gam. Par la suite, un comité organisateur, recruté grâce à l'appui de la *Table de concertation en violence conjugale de Montréal*, en a élaboré tant la forme que le contenu. Ce colloque a pour objectif d'offrir à l'ensemble des intervenants oeuvrant en violence conjugale un moment privilégié de réflexion sur l'état de leur pratique.

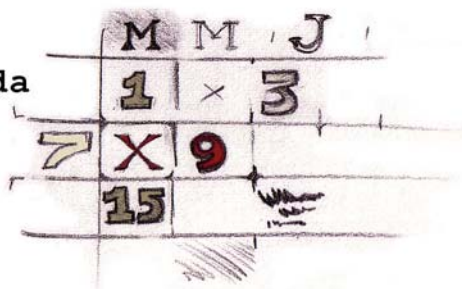
Le sous-titre choisi, *Chemins parcourus et défis à relever*, campe bien l'orientation que lui a donnée le comité organisateur. Pour chacun des secteurs d'intervention retenus, nous avons l'ambition de livrer un court bilan des 25 dernières années, de consolider notre compréhension de l'évolution des concepts reliés à la problématique de la violence conjugale, de cerner les grands enjeux intemporels — telle la sécurité des victimes — qui transcendent les années et de dégager, pour l'immédiat et le futur, les défis à relever, les opportunités à saisir.

Le colloque se tiendra le **jeudi 8 novembre 2007** à Hôtel Hyatt Regency de Montréal  
[Pour information >](#)



### Capsule historique

## À l'agenda



- **Colloque sur l'intervention en violence conjugale**

Organisé par Pro-gam

Le 8 novembre 2007 au Hyatt Regency à Montréal

[Pour information >](#)

- **Conférence**

*Profil d'abuseurs en milieu familial*

Donnée par Me Marie-Claude Lauzanne, procureure à la Cour municipale de Montréal et organisée par l'Équipe de consultation Abus envers les aînés du CLSC René-Cassin du CSSS Cavendish

Le 15 novembre 2007 au CLSC René-Cassin, 5800, boul. Cavendish, de 15h à 17h

[Pour information >](#)

Danielle Guay au 514.484.7878 poste 1479 ou [danielle.guay.cvd@ssss.gouv.qc.ca](mailto:danielle.guay.cvd@ssss.gouv.qc.ca)

- **Journée Mondiale pour la prévention des abus envers les enfants**

Le 19 novembre 2007

[Pour information >](#)

- **Symposium national sur la justice réparatrice**

*Défis et enjeux*

Organisé par Service correctionnel du Canada (SCC) avec l'aide du Regroupement des organismes de justice alternative du Québec (ROJAQ) et de l'Association québécoise de justice réparatrice et médiation (AQJRM)

Les 19 et 21 novembre 2007

[Pour information >](#)

- **Journée d'étude**

*La prise en compte de la diversité religieuse et culturelle dans l'offre de services en violence conjugale*

Organisée par la Table de concertation en violence conjugale de Montréal

Le 27 novembre 2007 à l'Hôtel La Plaza, 420 Sherbrooke Ouest, Montréal

[Pour information >](#)

- **Colloque international**

*Le pénal aujourd'hui: pérennité ou mutations*

Organisé par l'Équipe de Recherche sur la Pénalité (Centre international de criminologie comparé, Université de Montréal) et la Chaire de recherche du Canada en traditions juridiques et rationalité pénale (Université d'Ottawa)

Du 5 au 7 décembre 2007 au Holiday Inn Select, 99 avenue Viger Ouest, Montréal

[Pour information >](#)

- **Conférence**

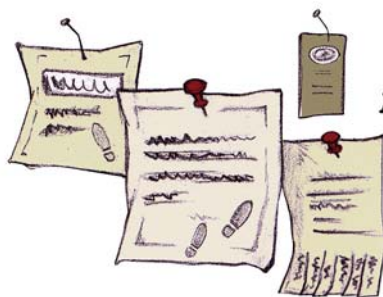
*Violence envers les aînés vivant en établissements. Comment mieux prévenir?*

Donnée par Lucie Tremblay, infirmière et directrice des soins infirmiers et services cliniques au Centre gériatrique Maimonides et organisée par l'Équipe de consultation Abus envers les aînés du CLSC René-Cassin du CSSS Cavendish

Le 13 décembre 2007 au CLSC René-Cassin, 5800, boul. Cavendish, de 15h à 17h

[Pour information >](#)

Danielle Guay au 514.484.7878 poste 1479 ou [danielle.guay.cvd@ssss.gouv.qc.ca](mailto:danielle.guay.cvd@ssss.gouv.qc.ca)



## Annonces

### Projet de recherche sur la violence conjugale chez les femmes âgées

La récente reconnaissance de la violence conjugale chez les couples âgés comme un problème social, alliée au manque de connaissances sur la dynamique entourant la problématique, suggèrent qu'il est essentiel de développer une meilleure compréhension de cette dernière afin d'améliorer les stratégies déployées pour répondre aux besoins des aînées. Suivant les recommandations du plan d'action du ministère de la Santé et des Services sociaux, Lise Montminy, professeure à l'École de service social de l'Université de Montréal, a été mandatée afin de réaliser une recherche sur les besoins des femmes de 60 ans et plus qui ont vécu de la violence en contexte conjugal. Les objectifs de cette étude sont de documenter la violence vécue par les aînées (formes, conséquences, durée, manifestations), décrire le profil des aînées vivant de la violence conjugale, identifier les besoins des aînées eu égard à la violence, explorer les formes d'aide que les aînées reçoivent ou aimeraient recevoir et proposer des pistes d'intervention pour rencontrer les besoins des aînées.

#### Protocole de recrutement

Afin que l'échantillon soit représentatif de différentes réalités, l'équipe de recherche sollicite votre participation pour obtenir les coordonnées de femmes qui répondent aux critères de sélection suivants :

- Être une femme âgée de 60 ans ou plus
- Habiter Montréal et ses environs ou la Gaspésie
- Reconnaître avoir subi et/ou subir de la violence de la part du conjoint
- S'exprimer en français

L'équipe sollicite également votre aide pour transmettre cette information à vos collègues qui pourraient être en mesure de fournir d'autres candidatures.

Pour toute information supplémentaire ou pour transmettre les coordonnées des femmes qui pourraient participer à l'étude, veuillez contacter :

#### Annie Blais

au 514.343.6006 poste 4 (du mardi au jeudi) ou [annie.blais@umontreal.ca](mailto:annie.blais@umontreal.ca)

#### Christine Drouin

au 514.343.6111 poste 1-3735 ou [christine.drouin@umontreal.ca](mailto:christine.drouin@umontreal.ca)

Vous pouvez également joindre Mme Lyse Montminy, professeure responsable du projet, au 514.343.5880 pour toutes questions supplémentaires.

Le 15 avril 2008, dans le cadre de la Semaine nationale de sensibilisation aux victimes d'actes criminels 2008, le Réseau des CAVAC organise un symposium sous le thème :

«20 ans d'aide aux victimes d'actes criminels, ensemble, trouvons la voie!»

Surveillez l'information à venir...

### Prix de la Justice du Québec 2007

C'est **M<sup>e</sup> Jean Saint-Onge**, Ad. E., président du conseil d'administration du Centre d'expertise en agression sexuelle Marie-Vincent qui a reçu le Prix du ministre de la Justice le 15 octobre dernier. Félicitations!

Un poste à combler,  
une annonce à partager,  
un message à faire circuler ?

## Faites-le savoir!

Cet espace vous est réservé!

**ENCHÈRES DU 1<sup>er</sup> AU 14 DÉCEMBRE 2007, 16H**

**Le Groupe d'aide et d'information sur le harcèlement sexuel au travail (GAIHST) organise une nouvelle activité cette année, celle d'un encan silencieux !**

Du 1<sup>er</sup> au 14 décembre 2007, et ce jusqu'à 16h00, vous pouvez contacter le Groupe d'aide afin de miser sur les articles mis aux enchères. De beaux cadeaux vous attendent, tous offerts généreusement par différents collaborateurs qui encouragent le Groupe d'aide et sa mission. Pour connaître la liste des cadeaux, consultez l'édition automne 2007 de l'**INFO-GAIHST**. Notez bien que d'autres items pourraient être ajoutés avant le 1<sup>er</sup> décembre, alors vous êtes encouragés à aller les voir pour y jeter un petit coup d'oeil ou à téléphoner au Groupe! Tous les profits iront au Groupe d'aide.

**COMMENT MISER? TROIS OPTIONS VOUS SONT OFFERTES**

1. PAR TÉLÉPHONE :  
(514) 526-0789 (du lundi au vendredi, de 9h00 à 17h00)
2. PAR COURRIEL :  
info@gaihst.qc.ca;
3. PAR LA POSTE :  
2231, rue Bélanger, Montréal (Québec) H2G 1C5

Pour les mises par la poste et le courrier électronique, n'oubliez pas d'y inscrire votre nom et prénom, numéro de téléphone, numéro de l'article ainsi que le montant que vous misez.



L'équipe de Plaidoyer-Victimes

**Marie-Hélène Blanc,**  
directrice

**Louise Brossard,**  
agente de recherche

**Marie-Claude Brunelle,**  
coordonnatrice de la logistique

**Katia Leroux,**  
agente de recherche et d'information

**Dorra Sediri,**  
adjointe administrative

**Pour nous joindre :**

4305, rue d'Iberville, bureau 201  
Montréal (Québec) H2H 2L5  
Tél. : 514.526.9037 Téléc. : 514.526.9951  
Courriel : aqpv@aqpv.ca <www.aqpv.ca>

Dans L'INFO PV, la forme masculine désigne, lorsque le contexte s'y prête, aussi bien les femmes que les hommes.

**Des commentaires ?****Des suggestions ?****Des réactions ?**

Communiquez avec Katia Leroux  
au kleroux@aqpv.ca



Association québécoise  
Plaidoyer-Victimes

**Prochaine parution  
de L'INFO PV : février 2008**

Date de tombée des articles  
et autres nouvelles :  
15 janvier 2008

Coordination : Katia Leroux

Turbine graphique  
Graphisme : Maryse Boutin  
Illustrations : Marie-Claude Serra

Dépôt légal – 2007  
Bibliothèque et Archives nationales du Québec  
Bibliothèque et Archives Canada  
ISSN 1911-9607